

ces, nous aurions pu combler les aspirations et les désirs des provinces productrices et leurs ambitions pour les années à venir, avec les besoins des consommateurs, ce qui nous aurait permis de faire face à la crise actuelle par étapes, afin d'en amoindrir les répercussions ou de les répartir équitablement par tout le pays.

Ainsi, on aurait pu dire aux provinces dotées de gisements de gaz et de pétrole que si du gaz ou du pétrole était à l'avenir exporté outre-frontière, on insisterait auprès des Américains pour qu'ils suppriment leur tarif sur les produits pétrochimiques et nous donnons la chance d'établir des industries au Canada. Voilà le genre de chose sur lequel nous voudrions mettre l'accent.

Monsieur l'Orateur, je ne veux pas être plus long que le ministre. Je tiens à répéter ce que je disais l'autre soir, que le mot «consultation» n'est pas un mot méprisable, que ce n'est pas s'abaisser que de discuter avec des égaux dans les domaines de recherche des provinces, pour aviser à certains programmes, par exemple comment aménager rapidement un pipe-line jusqu'à Montréal et comment s'entendre avec le Venezuela et le Nigéria sur les moyens d'obtenir du pétrole. Il y aurait moyen de dresser des plans afin que les gens les moins capables de faire face aux problèmes n'aient pas à en souffrir. Toutes ces suggestions ont été faites au ministre, comme nous le savons, depuis le mois de janvier de cette année, mais aucune réaction positive ne s'est fait sentir avant cette série d'avertissements en rafale du 4 septembre, du 13 septembre et de ce soir encore, je suppose.

Finalement, cette magnifique déclaration de politique énergétique ne nous dit pas si on fait le moindre effort au Canada pour découvrir et mettre sur le marché, dans les trois ou quatre ans à venir, d'autres formes d'énergie indépendamment du pétrole, du gaz et du charbon.

Des voix: Bravo!

M. Hamilton (Qu'Appelle-Moose Mountain): Quand je vois nos voisins du Sud qui sont en plus mauvaise passe que nous consacrer 2 milliards par an à des recherches de ce genre... autant qu'ils ont dépensé pour aller se poser sur la lune... et que nous ne dépensons strictement rien, je me pose des questions. Le dernier rapport du ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources déclarait carrément qu'il est l'agence du gouvernement fédéral responsable des ressources non renouvelables. Je déclare au ministre et au pays entier qu'il est temps que ce ministère cherche d'autres formes d'énergie car, à court terme, ce sera la seule façon de freiner les prix. Il est inutile que le gouvernement se fasse le défenseur du consommateur s'il prend des décisions arbitraires comme celles que nous avons entendues dans la déclaration de ce soir.

Des voix: Bravo!

M. T. C. Douglas (Nanaimo-Cowichan-Les Îles): Monsieur l'Orateur, la crise du pétrole que nous subissons actuellement est attribuable au déplorable manque de planification du gouvernement fédéral depuis dix ans et surtout depuis cinq ans. Il sautait aux yeux depuis quelque temps que les États-Unis dépendaient de plus en plus de leurs importations de pétrole. Il était également évident que le Moyen-Orient, qui possède 80 p. 100 des réserves mondiales de pétrole, viendrait à se servir de la demande mondiale croissante pour relever ses prix. Le Canada étant un pays exportateur de pétrole, voilà des années que le NPD insiste pour que le gouvernement fasse deux choses. La première: assurer la sécurité des approvisionnements

Pétrole et gaz

aux consommateurs. En second lieu, le gouvernement doit protéger les consommateurs contre l'escroquerie de l'industrie pétrolière qui cherche à tirer parti au maximum de l'augmentation du prix du pétrole sur le marché international.

● (2030)

Dans ce but, nous avons exhorté les différents ministres de l'Énergie, des Mines et des Ressources qui se sont succédé à construire un pipe-line à doubles sens vers l'Est du Canada et à diminuer en proportion nos exportations de pétrole vers les États-Unis. Cela n'a pas été fait. Nous sommes maintenant menacés d'une pénurie de pétrole d'importation et d'une augmentation spectaculaire du prix des stocks que nous pourrions nous procurer. Nous subissons maintenant les conséquences des attermoissements du gouvernement. Il lui faut payer pour ses vieux péchés. Ce sont les consommateurs de l'Est du Canada qui feront les frais du manque de prévoyance du gouvernement.

Une voix: Qui va croire cela?

M. Douglas: Face à cette situation où nous avons pu constater un manque déplorable de planification, nous avons attendu la déclaration du gouvernement, promise et vantée depuis si longtemps, que vient de faire le ministre. Elle était si importante qu'elle fût retardée deux fois aujourd'hui. Je dois dire qu'à la lecture, on s'aperçoit sans nul doute qu'elle est loin de répondre à une situation critique.

Des voix: Bravo!

M. Douglas: En fait, le chef de mon parti, le député de York-Sud (M. Lewis) et moi-même n'avons obtenu qu'une seule copie de la déclaration dans chaque langue. J'ai lu la version anglaise et il a lu la version française. Après l'avoir lue, nous étions sûrs qu'il manquait des pages. Nous ne pouvions pas croire que nous venions de lire la déclaration du ministre, étant donné toute la mise en scène et l'esbrouffe et le fait que l'on avait attendu la fermeture des Bourses.

Quelles propositions la déclaration du ministre comporte-t-elle? Tout d'abord, le ministre propose de maintenir jusqu'à la fin janvier le contrôle du prix relatif au pétrole brut de l'Ouest. Bien entendu, nous l'en louons et nous espérons que ces mesures se prolongeront après la fin janvier. En fait, en imposant ces contrôles, le gouvernement a épargné des millions de dollars aux consommateurs canadiens.

Certains ont dénoncé à grands cris—surtout les députés du gouvernement de l'Alberta—le tort immense qu'on avait ainsi causé à l'industrie du pétrole. Le fait est que, dans les six mois qui ont précédé l'imposition du gel par le gouvernement, cette industrie avait majoré son prix du pétrole brut de 37 p. 100, soit 95 c. le baril, ce qui représentait une augmentation de ses recettes annuelles de 700 millions de dollars. Le gel du gouvernement est arrivé trop tard, mais remercions le ciel qu'il ait été imposé. Quand j'écoute les objections de certains députés à ma droite, je me demande pendant combien de temps ils voudront laisser le public se faire exploiter par l'industrie du pétrole qui veut profiter de l'augmentation et de la hausse des prix aux États-Unis.

De plus, le ministre veut porter la taxe d'exportation sur le pétrole expédié aux États-Unis de 40c. à \$1.90 le baril. C'est conforme à l'engagement qu'il a pris en Chambre. Quand la mesure législative prévoyant une taxe d'exportation sera présentée, la taxe qui y sera prévue représentera